L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 28 JUILLET 1858.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.
ÉDITEURS-PROPRIÉTAIRES-GÉRANTS:
G. F. WEISSE, E. DUVERGE, E. DUPEUBE, S. HARRY.
Rue de Chartres No. 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 28 JUILLET 1858.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par M. Barnett—No 171, rue Royale, un assortiment de meubles.

Par Blache & Lesamont — Marchandises sèches, marchandises batiées.

Par le shérif, No 23, rue Jefferson — Couperose, indigo, gingembre, soufre, borax, &c—Au No 150, rue du Canal, deux grandes glaces.

L'ANGLETERRE ET L'ESPAGNE.

Les relations entre l'Angleterre et l'Espagne sont loin d'être rassurantes. Les reproches si vifs que lord Malmesbury a adressés au gouvernement de la reine Isabelle, qui produit à Madrid et dans les provinces une sensation extraordinaire. On croit généralement que cette émotion n'a pas été étrangère à la chute du ministère Isturitz. L'arrêtement du maréchal O'Donnell, dont on connaît l'intimité avec l'empereur Napoléon, semble-rait aussi confirmer le bruit que le concours de la France serait assuré à l'Espagne dans le cas où les colonies de cette dernière puissance seraient attaquées.

Aux dernières dates, il était également question à Madrid de la création d'un ministère d'outre-mer, projet qui avait été proposé et discuté après le débarquement des flibustiers sur les côtes de Cuba. La prompte défaite des envahisseurs dissipa toutes les alarmes et le plan du nouveau ministère resta dans les cartons. Si le maréchal O'Donnell n'en retire aujourd'hui, c'est qu'il pense probablement que les déclamations de lord Malmesbury et l'attitude du gouvernement anglais signalent Cuba aux entreprises non-seulement des flibustiers américains, mais des Etats-Unis eux-mêmes.

Les journaux espagnols ont énergiquement relevé les paroles de lord Malmesbury et ont répondu à la menace par la menace. Ils ont rappelé à l'Angleterre que plus d'une fois elle avait rencontré les Espagnols sur son chemin et qu'une nouvelle armada ne serait pas une entreprise impossible. Le Royaume-Uni n'est plus invulnérable : dans l'état actuel de la navigation, le débarquement d'une armée serait une opération qui n'offrirait pas d'insurmontables difficultés.

Le *Times* de Londres ne pouvait perdre cette occasion d'engager une polémique avec ses confrères de Madrid. Après avoir rappelé l'invasion dont les journaux espagnols semblaient menacer l'Angleterre, il a dit que Cuba était en ce moment, grâce à la connivence des autorités de l'île, le seul marché où les bâtiments négriers trouvassent à placer des esclaves. "On ne transporte plus d'Africains aux Etats-Unis et le Brésil est depuis quelque temps complètement fermé à la traite. Il n'y a que les flibustiers espagnols qui protège encore l'odieux trafic que réprouvent à la fois l'humanité, le droit des gens et les plus solennelles conventions. Tous les efforts de la Grande Bretagne n'ont pu encore triompher de la mauvaise foi du gouvernement espagnol."

"Le temps est venu, continue le *Times*, de modifier notre politique. *Il est certain que le lord Malmesbury donnait à M. Dallas la plus légère assurance que l'Angleterre resterait neutre, Cuba, d'où il vous mène, serait un Etat de l'Union américaine.* Envisageons sans crainte la question, ajoute le journal de Londres. Qui intérêt prétend-il l'Angleterre à l'intégrité des colonies de l'Espagne? Qu'est-ce que cela nous fait que Cuba soit demain une possession américaine? Notre intérêt matériel n'est certainement pas d'accord avec la ligne de conduite que nous avons suivie jusqu'à présent. Cuba aux mains des Américains serait un marché bien plus producitif qu'il ne l'est en ce moment. Nos manufacturiers et nos marchands trouveraient plus de profit à laisser le cabinet de Washington exécuter les desseins conçus depuis longtemps par le peuple des Etats-Unis sur l'île de Cuba. Il n'est pas impossible que l'Union s'entendît avec nous sur un point, c'est quelque le cas où elle prendrait tranquillement possession de Cuba, elle tiendrait compte de notre désir au sujet de la cessation de l'importation d'esclaves dans l'île."

Ce langage, on le voit, est assez clair. Mais, dira-t-on peut-être, le *Times* n'exprime qu'une opinion personnelle. On se tromperait. Le *Times* ne formule guère que l'opinion générale qu'il guide pendant la moitié de la garde bien de heurter. Il est donc manifeste qu'à cette heure, le peuple et le gouvernement anglaise seraient plutôt disposés à favoriser l'acquisition de Cuba par les Etats-Unis qu'à s'y opposer. M. Buchanan profitera sans doute de ces bonnes dispositions du gouvernement britannique et de l'indignation que causent probalement à l'Espagne, pour soumettre de nouveau au cabinet de Madrid le marché qu'il lui a déjà proposé, et solliciter une fois encore l'échange de Cuba contre les millions du trésor fédéral.

Nouvelles étrangères.

Le steamer *Nile* est arrivé à New-York le 20 courant avec des avis d'Angleterre jusqu'au 7 et du continent jusqu'au 6.

Les puissances représentées au Congrès de Paris sont à peu près d'accord sur l'organisation des principautés danubiennes : elles ont résolu d'adopter le plan proposé par l'Angleterre.

Des recommandations de prudence et de modération, dit l'*Indépendance belge*, ont été adressées aux journaux français non seulement en ce qui concerne leur attitude à l'égard de l'Autriche, mais aussi vis-à-vis de l'Angleterre. Hier déjà le *Constitutionnel* publiait un article dans lequel il revenait sur une partie des reproches formulés par lui contre lord Brougham à propos de l'affaire de la *Regina Cœli*. Toute agression a cessé dans les autres feuilles. A ces symptômes satisfaisants, nous pouvons en ajouter un plus significatif : la résurrection du bruit, déjà souvent répandu et souvent démenti, de l'acceptation par la reine d'Angleterre de l'invitation qui lui a été adressée par l'Empereur de venir assister aux fêtes de Cherbourg. Le voyage de la Reine précéderait de quelques jours celui que Sa Majesté Britannique compte faire au commencement d'août sur les bords du Rhin, pour y prendre une fille aînée et la famille royale de Prusse.

Enfin, nous avons encore à mentionner un dernier fait, qui forme comme la couronnement de toutes ces bonnes nouvelles et dont l'exactitude duquel nous lecteurs peuvent avoir une pleine et entière confiance. M. le comte de Walewski a transmis à toutes les légations françaises à l'étranger une dépêche circulaire avantageuse but de protester contre les injustices dont l'Europe semble vouloir se dédommager de la mauvaise foi du gouvernement espagnol."

"Le temps est venu, continue le *Times*, de modifier notre politique. *Il est certain que le lord Malmesbury donnait à M. Dallas la plus légère assurance que l'Angleterre resterait neutre, Cuba, d'où il vous mène, serait un Etat de l'Union américaine.* Envisageons sans crainte la question, ajoute le journal de Londres. Quel intérêt prétend-il l'Angleterre à l'intégrité des colonies de l'Espagne? Qu'est-ce que cela nous fait que Cuba soit demain une possession américaine? Notre intérêt matériel n'est certainement pas d'accord avec la ligne de conduite que nous avons suivie jusqu'à présent. Cuba aux mains des Américains serait un marché bien plus producitif qu'il ne l'est en ce moment. Nos manufacturiers et nos marchands trouveraient plus de profit à laisser le cabinet de Washington exécuter les desseins conçus depuis longtemps par le peuple des Etats-Unis sur l'île de Cuba. Il n'est pas impossible que l'Union s'entendît avec nous sur un point, c'est quelque le cas où elle prendrait tranquillement possession de Cuba, elle tiendrait compte de notre désir au sujet de la cessation de l'importation d'esclaves dans l'île."

Ce langage, on le voit, est assez clair. Mais, dira-t-on peut-être, le *Times* n'exprime qu'une opinion personnelle. On se tromperait. Le *Times* ne formule guère que l'opinion générale qu'il guide pendant la moitié de la garde bien de heurter. Il est donc manifeste qu'à cette heure, le peuple et le gouvernement anglaise seraient plutôt disposés à favoriser l'acquisition de Cuba par les Etats-Unis qu'à s'y opposer. M. Buchanan profitera sans doute de ces bonnes dispositions du gouvernement britannique et de l'indignation que causent probalement à l'Espagne, pour soumettre de nouveau au cabinet de Madrid le marché qu'il lui a déjà proposé, et solliciter une fois encore l'échange de Cuba contre les millions du trésor fédéral.

Nouvelles étrangères.

Le steamer *Nile* est arrivé à New-York le 20 courant avec des avis d'Angleterre jusqu'au 7 et du continent jusqu'au 6.

Les puissances représentées au Congrès de Paris sont à peu près d'accord sur l'organisation des principautés danubiennes : elles ont résolu d'adopter le plan proposé par l'Angleterre.

Des recommandations de prudence et de modération, dit l'*Indépendance belge*, ont été adressées aux journaux français non seulement en ce qui concerne leur attitude à l'égard de l'Autriche, mais aussi vis-à-vis de l'Angleterre. Hier déjà le *Constitutionnel* publiait un article dans lequel il revenait sur une partie des reproches formulés par lui contre lord Brougham à propos de l'affaire de la *Regina Cœli*. Toute agression a cessé dans les autres feuilles. A ces symptômes satisfaisants, nous pouvons en ajouter un plus significatif : la résurrection du bruit, déjà souvent répandu et souvent démenti, de l'acceptation par la reine d'Angleterre de l'invitation qui lui a été adressée par l'Empereur de venir assister aux fêtes de Cherbourg. Le voyage de la Reine précéder